

Discours de Stéphanie MAZA

Conseillère départementale Pau 1

Présidente du groupe de la gauche départementale

Monsieur le Président, cher.e.s collègues,

Vous l'avez rappelé Monsieur le Président, les Départements sont encore et toujours fragilisés voire acculés par la pression budgétaire, l'augmentation des dépenses sociales obligatoires et la réduction de leurs marges de manœuvre financières, ce qui ne manque pas d'alimenter les débats sur leur avenir et leur autonomie.

Et le nôtre n'échappe malheureusement pas à la règle.

Le 18 juin dernier a marqué le calendrier de tous les Départements de France puisque nous avons atteint le « Jour du Dépassement », jour à partir duquel les Départements assument seuls, sans compensation de l'État, le financement des grandes prestations sociales nationales : le RSA, Revenu de Solidarité Active, l'APA, l'aide aux personnes âgées et la PCH, la Prestation de Compensation du Handicap.

Quand l'État se désengage de la solidarité nationale, nos Départements s'étranglent, les laissant seuls pour faire face à l'urgence sociale ;

Quand l'État se désengage de la solidarité nationale, il s'inscrit dans une idéologie de redressement financier qui se fait au détriment des plus vulnérables ;

Quand l'État se désengage de la solidarité nationale, il franchit une ligne rouge supplémentaire, une parmi tant d'autres – tout du moins pour les élu-es de la Gauche départementale.

Pourtant, comme le rappelle Thomas Piketty, les besoins de financement liés aux défis sociaux et climatiques sont tellement considérables que les blocages actuels ne résisteront pas longtemps aux réalités sociales, économiques, politiques et environnementales, qui imposeront très vite des mesures de redistribution autrement plus radicales.

L'assèchement des financements publics, avec 62 milliards d'euros d'impôts supprimés pour les plus aisés et les entreprises entre 2018 et 2023, a fragilisé nos finances et nos services publics. La conséquence ? Une perte de confiance, un accès aux droits plus difficile, et un déplacement inégalitaire vers des alternatives privées,

dont les scandales récents dans les crèches ou les Ehpad ont montré la dégradation de la qualité.

Il est urgent de s'opposer à ce discours irresponsable qui refuse la justice fiscale et qui fustige les dépenses – dont celles des Départements – pour détruire les services publics.

Et on aurait tort de croire que nos concitoyens vont accepter des coupes dans les dépenses publiques tant que les plus riches paieront des impôts dérisoires.

Personne n'acceptera plus le moindre sacrifice et je crois que ce n'est pas un autre message que délivrent dans la rue, sous vos fenêtres (et dans cette Assemblée), les travailleurs sociaux, les agents de la fonction publique, les agents du Département ou encore les salariés de l'AFPA, qui manifestaient hier, accusés par l'Etat « d'être non rentables ».

Autre ligne rouge : l'urgence climatique, un sujet qui devrait tous nous unir mais qui, paradoxalement, révèle les profondes divergences de nos approches politiques.

[Le Jour du dépassement de la Terre pour la France tombait cette année le 19 avril 2025, en recul de 16 jours par rapport à 2024. À cette date, si toute l'humanité vivait comme les Françaises et les Français, nous aurions déjà épuisé l'ensemble des ressources naturelles que la Terre est capable de régénérer en un an.]

Dans les Pyrénées-Atlantiques comme ailleurs, on étouffe sous une canicule précoce qui met en danger notre santé et notre agriculture et cela va empirer, avec la complicité de vos amis de la macronie car l'effondrement climatique s'accélère.

Pour dresser un triste florilège, je pourrais attendre notre session sur les Transitions prévue en septembre prochain mais il me semble nécessaire de rappeler dès aujourd'hui, à celles et ceux qui nous écoutent, quelques actualités du mois de juin :

> En début de mois, les médecins alertaient sur le cadmium, un cancérigène présent dans les engrais phosphatés : une « bombe sanitaire », en particulier pour les enfants et il y a quelques jours, on a appris que la contamination aux polluants éternels touchait la quasi-totalité de notre alimentation.

> Pour enfoncer le clou, la loi du sénateur LR Dublomb réautorise l'utilisation de pesticides dangereux et il y a une semaine, les députés RN, LR et MoDem ont largement voté pour le projet de loi de simplification de la vie économique qui vide de sa substance la loi ZAN, zéro artificialisation nette, pour permettre davantage de projets industriels et par la même, une bétonisation effrénée.

Face à cet état des lieux inquiétant, on peut avoir l'impression que nous vivons inlassablement un jour du dépassement quotidien, comme dans le film « Un jour sans

fin ». C'est un peu comme si chaque matin, notre pays se réveillait pour revivre les mêmes défis sociaux, écologiques, économiques, sans fin apparente.

Les défis sont immenses, et nos concitoyens attendent de nous des réponses concrètes, à la hauteur de la polycrise que traverse notre pays et, par ricochet, notre Département.

Pour construire des services publics robustes, répondant aux besoins en matière de santé, logement, environnement, sport, culture et bien d'autres, **je veux dire à celles et ceux qui nous écoutent qu'un éventail de propositions existent pour concilier sans opposer : lutter contre l'optimisation fiscale, taxer le patrimoine des plus fortunés et les bénéfices des entreprises et supprimer les niches fiscales inutiles.**

Aucune urgence ne justifie d'abîmer davantage des services publics qui sont le pilier de notre modèle social.

Au niveau local, la baisse des subventions départementales, que nous dénonçons sans relâche, a des conséquences directes et dramatiques sur le terrain. Nos associations subissent une baisse continue des subventions, fragilisant leur capacité à mener des actions de prévention essentielles, qu'il s'agisse de santé, d'éducation, de lutte contre la précarité ou d'accès aux droits.

Monsieur le Président, derrière votre discours de « gestion responsable », se cache une réalité plus amère. Vous scrutez les fonds de roulement des associations, comme si celui-ci était un bas de laine à disposition. Ces fonds de roulement ne sont pas une cagnotte superflue, mais une obligation légale pour toute structure employant des salariés, une garantie indispensable à leur pérennité et à la protection de leurs équipes. Cette méthode, purement arbitraire et comptable au détriment d'une approche équitable et transparente, fragilise encore davantage des partenaires essentiels à la vie de nos territoires.

D'assemblées générales en assemblées générales nous constatons les dégâts !

Un exemple récent parmi tellement d'autres : le centre social Lo Solan à Mourenx est un symbole poignant de cette fragilisation. Malgré une gestion rigoureuse, ce centre affiche un bilan financier négatif pour 2024, dû en grande partie à la réduction des aides des collectivités dont la nôtre, il a été contraint de prendre des décisions difficiles, comme la fermeture du service BB coup de pouce affectant 30 familles, ou encore la réorganisation du groupement d'alimentation familiale.

Ces coupes budgétaires ne sont pas de simples chiffres ; elles ont un impact direct sur le lien social, jugé « vacillant » en France en 2025 :

(12 % des Français vivent en situation d'isolement relationnel, et un sur quatre se sent régulièrement seul. La précarité, la monoparentalité, la vieillesse, le handicap, la maladie, et surtout le chômage, augmentent ce risque.)

Près de 80% de nos concitoyens déclarent ne pas faire confiance aux autres, qu'il s'agisse d'individus ou d'institutions.

En transformant la solidarité en variable d'ajustement budgétaire, vous faites un choix lourd de conséquences pour notre territoire, alimentant directement un sentiment croissant d'abandon chez nos concitoyens et un terrible sentiment d'impuissance chez les acteurs sociaux.

Face à ces constats alarmants, le Groupe de la Gauche Départementale propose une autre voie, celle de la solidarité, de la proximité et d'une vision d'avenir pour les Pyrénées-Atlantiques.

Nous affirmons qu'il est de notre devoir d'assurer au mieux le service public départemental : cela passe un soutien inconditionnel à nos agents et par un dialogue social renforcé, sincère ;

Cela passe par un changement radical dans la manière de travailler avec nos partenaires :

Des courriers « identiques, impersonnels et froids » adressés aux structures, malgré l'affirmation d'un traitement « au cas par cas », révèlent tout de même un dialogue défaillant avec nos partenaires.

À ce titre, le dossier de la Concession de service public du Château de Montaner est un exemple flagrant de gestion contestable.

Il semblerait qu'une fois de plus, quelques coups de canif dans le contrat aient été portés, conduisant Les Amis du Château de Montaner à annuler l'édition 2025 des Médiévales de Montaner, un évènement pourtant populaire et festif contribuant au rayonnement culturel de notre territoire.

À quel point le dialogue est-il rompu entre le Conseil départemental et les associations qui animent ce territoire riche en Histoire pour que l'une d'entre elles fasse appel à un avocat pour faire valoir ses droits notamment pour accéder à des documents censés être publics ?

Quels signaux positifs envoyez-vous à ces associations pour les soutenir dans leur volonté de faire revivre en 2026 et dans les mêmes conditions qu'en 2024, les animations qu'elles organisaient depuis de nombreuses années sur le site du Château de Montaner ?

Une autre manière de faire est également possible pour traiter l'urgence climatique et nous réitérons notre engagement indéfectible pour une action ambitieuse, à l'opposé des reculs que représente la "Loi Duplomb".

La protection de l'environnement et le soutien à une agriculture durable ne sont pas contradictoires ; ils sont complémentaires et indispensables. Nous défendons des politiques qui favorisent réellement la transition écologique, la préservation de la biodiversité et la santé de nos concitoyens, en garantissant un soutien juste et équitable à nos agriculteurs. Nous aurons l'occasion d'en rediscuter en septembre.

Dans cette optique de solidarité et d'innovation sociale, le Groupe des élu-es Gauche 64 vous invite à un temps d'échanges mercredi 2 juillet à 10h sur la Sécurité Sociale de l'Alimentation à la Grange de la MJC Berlioz à Pau. Nous aurons le plaisir d'accueillir Jean-Luc GLEYZE, Président du Conseil Départemental de la Gironde, un territoire pionnier dans l'expérimentation de la SSA.

Le Groupe de la Gauche Départementale n'est pas ici pour se contenter de déplorer. Nous sommes une voix essentielle, une force de proposition qui représente celles et ceux qui subissent de plein fouet les conséquences des politiques menées, tant au niveau national que local, qui affaiblissent notre cohésion sociale et qui menacent notre avenir.

Nous ne nous résignons pas à voir nos services publics se déliter et nos solidarités s'éroder.

L'avenir de notre Département ne se construira pas sur l'austérité et l'abandon, mais sur la solidarité et l'ambition collective. C'est le combat que nous menons avec celles et ceux qui veulent construire un Département plus juste, plus solidaire et plus respectueux de son environnement et de ses habitants.

Je vous remercie.